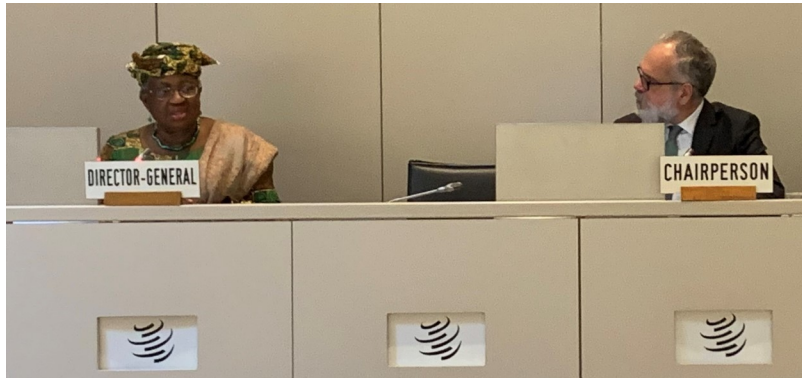


Eté 2021 Bulletin d'information

MPME Groupe de travail de l'OMC



1. DEUXIÈME RÉUNION ORDINAIRE DE L'ANNÉE DU GROUPE DE TRAVAIL SUR LES MPME

En mai, le Groupe de travail sur les MPME a tenu sa deuxième réunion de 2021. Les travaux entrent maintenant dans une nouvelle phase axée sur: livrables pour la prochaine conférence ministérielle de l'OMC qui se tiendra du 30 novembre au 3 décembre; la mise en œuvre de l'ensemble de textes concernant les MPME approuvés en décembre 2020; et l'exploration de nouvelles thématiques pour soutenir le commerce des MPME.

En prévision de la douzième Conférence ministérielle, le Groupe de travail sur les PME a commencé à travailler sur une déclaration et les travaux se poursuivent sur la plate-forme en ligne Trade4MSMEs du Groupe. Le Mexique, chef de file de l'initiative, a annoncé que l'équipe spéciale chargée de la plate-forme Trade4MSMEs entrait dans sa troisième phase de développement, à savoir la consolidation des ressources; le développement des graphiques de l'interface utilisateur; et les essais avec des groupes d'utilisateurs sélectionnés. Les travaux se poursuivent également en ce qui concerne l'élaboration des guides pour les PME et les décideurs sur les thèmes commerciaux relatifs aux MPME. La plate-forme Trade4MSMEs devrait être l'un des résultats concrets présentés par le Groupe à la douzième Conférence ministérielle; un lancement progressif est prévu pour la Journée des MPME et la plate-forme complète devrait être divulguée à la Conférence ministérielle de Genève.

En ce qui concerne la mise en œuvre de l'ensemble de textes, le Président a informé le Groupe des progrès accomplis par le Secrétariat dans l'élaboration de la base de données contenant les renseignements liés aux MPME figurant dans les rapports d'examen des politiques commerciales, comme prévu à l'annexe 1 de l'ensemble de textes concernant les MPME. La Côte d'Ivoire a informé le Groupe de la proposition qu'elle a soumise au Groupe de travail du

Prochains événements

Journée MPME 2021 :

25 juin 14h00 CEST:

Lancement de l'Initiative des champions numériques des petites entreprises

[Enregistrement](#)

28 Juin 15h00 CEST: les

MPME et le genre Présentation par Canada; Colombie; Le Salvador; Royaume-Uni; et Uruguay

[Enregistrement](#)



L'Initiative des champions du numérique pour les petites entreprises est une initiative conjointe du Groupe des MPME de l'OMC, de la Chambre de commerce internationale et du Centre du commerce international pour aider les petites entreprises à passer au numérique. Il offrira aux chambres de commerce, associations industrielles et aux ONG du monde entier l'occasion de présenter de nouvelles initiatives et de nouveaux outils pour amener les MPME dans l'économie numérique, soutenir la cybersécurité, améliorer l'infrastructure numérique et fournir des outils pédagogiques. Six propositions retenues, dont un lauréat du grand prix, seront reconnues en tant que « champions numériques des MPME » lors de la prochaine conférence ministérielle de l'OMC qui se tiendra du 30 novembre au 3 décembre 2021.

Pour plus d'infos, veuillez visiter:

www.omec.org

Ou email:

digitalchampions@wto.org



TRADE4MSMES

Trade4MSMES es la plataforma en línea del Grupo sobre las Mipymes que sirve como puerta de acceso a la información sobre comercio para estas empresas y para los responsables políticos. Contiene guías introductorias a temas comerciales, enlaces a fuentes comprobadas, informes y fuentes de datos, por lo que aspira a ser la primera referencia para quien busque información sobre el comercio de las mipymes.



commerce, de la dette et des finances découlant de l'annexe 6 de l'ensemble de textes concernant les MPME ("Déclaration sur la prise en compte des aspects liés au commerce de l'accès des MPME au financement et aux paiements transfrontières"). Le Groupe de travail sur les MPME a également reçu deux exposés liés à l'annexe 6 de l'ensemble de textes concernant les MPME. Tout d'abord, à la suite de son exposé de novembre 2019 au Groupe de travail sur les MPME, la SFI est revenue pour présenter plus en détail la manière dont le financement de la chaîne d'approvisionnement pouvait bénéficier aux petits négociants. Ensuite, d'Local, une société uruguayenne de solutions de paiement électronique, a parlé des possibilités de plus en plus nombreuses concernant les technologies numériques pour les paiements transfrontières et de la nécessité de normaliser ces processus au-delà des frontières.

Deux nouvelles propositions ont été présentées par l'Équateur et le Brésil, la première sur les politiques d'innovation des MPME et la seconde sur les MPME en milieu rural. Les MPME sont confrontées à un certain nombre d'obstacles à l'innovation, qui peuvent être contrebalancés par des politiques gouvernementales. Afin de mieux comprendre ce qui a été entrepris à cet égard, l'Équateur a proposé de distribuer un questionnaire aux membres du Groupe de travail sur les MPME afin d'identifier les meilleures pratiques. Le Groupe de travail a également reçu deux exposés sur cette question. Le premier, présenté par la CNUCED, abordait les principaux aspects à prendre en compte lors de l'élaboration de politiques d'innovation. Le second, présenté par l'OMC, portait sur les principales conclusions du [Rapport sur le commerce mondial 2020](#) intitulé "Les politiques gouvernementales visant à promouvoir l'innovation à l'ère numérique".

En ce qui concerne les MPME en milieu rural, le Brésil a proposé que le Groupe de travail sur les MPME échange les meilleures pratiques sur les politiques afférentes et qu'il organise un dialogue sur la facilitation des échanges et les MPME en milieu rural en relation avec l'annexe 3 de l'ensemble de textes (la recommandation sur la facilitation des échanges et les MPME). Les MPME en milieu rural représentent une part importante des acteurs économiques des économies en développement. Faire en sorte qu'ils aient un accès aux marchés internationaux peut leur être bénéfique, car cela leur garantirait qu'il existe une demande pour leurs produits et améliorerait leur efficacité.

Les membres ont également entendu deux exposés sur des sujets abordés à la réunion de février. Suite à l'exposé présenté par la Global Express Association (GEA) à la réunion précédente sur les envois de faible valeur, l'Australie a présenté son propre système de taxe sur les biens et les services (GST) et la façon dont celui-ci pouvait bénéficier aux petits négociants grâce à la facilitation des échanges à la frontière, ce qui pouvait conduire à une baisse des coûts du commerce. TechUK a ensuite fait un exposé sur les vulnérabilités informatiques auxquelles sont confrontées les MPME et la manière dont les partenariats public-privé peuvent aider ces entreprises, notamment par des campagnes de sensibilisation, à améliorer leur cybersécurité.

2. EXPOSÉS PRÉSENTÉS AU GROUPE DE TRAVAIL INFORMEL

SUR LES MPME

Taxe australienne sur les biens et services (GST)

Suite à la présentation de la GEA lors de la réunion du groupe MPME de février où l'approche de l'Australie en matière d'importations a été signalée, le Département de l'intérieur du gouvernement australien a présenté au Groupe de travail sur les MPME l'expérience acquise par l'Australie en matière de commerce électronique, au vu de la taxe sur les biens et les services (GST) appliquée aux importations de faible valeur. L'Australie a un seuil de minimis de 1 000 AUD pour les droits de douane, la GST et les obligations en matière de déclaration, introduit en 2000 avant l'augmentation significative du commerce électronique. L'augmentation du commerce électronique et une hausse des expéditions transfrontières de faible valeur ont signifié une perte importante de recettes provenant de la GST, que le gouvernement a essayé de contrebalancer avec une nouvelle GST sur les biens de faible valeur, mise en œuvre le 1er juillet 2018. Cette nouvelle GST impose aux entreprises étrangères dont le chiffre d'affaires est supérieur à 75 000 AUD de s'enregistrer auprès de l'Administration fiscale australienne. La GST est alors collectée sur le point de vente, tandis qu'à la frontière, le niveau de minimis de 1 000 AUD demeure, ce qui permet d'éviter la double imposition. L'enregistrement est simplifié et les négociants utilisant une place de marché électronique ne sont pas tenus de s'enregistrer séparément, mais la place de marché électronique elle-même doit être enregistrée et respecter les prescriptions nécessaires. Toutes ces mesures peuvent aider le commerce des MPME étant donné la simplification des tarifs et l'application aux petites expéditions.

TechUK

TechUK est une association professionnelle qui représente les entreprises du Royaume-Uni pour les questions relatives au numérique et à la cybernétique. Elle travaille directement avec le gouvernement et les MPME membres pour élaborer une politique en matière de technologie et créer un environnement propice au changement technologique. La cybersécurité est l'une des principales préoccupations des MPME en matière de technologie, étant donné que les MPME sont souvent le maillon le plus faible. Leur manque de cyberpréparation peut peser lourdement sur leur participation commerciale, en particulier avec les grandes entreprises en tant que partenaires dans les CVM. Malgré la croissance du secteur de la cybersécurité au Royaume-Uni, les MPME sont confrontées à un certain nombre de défis pour accéder à ces services, notamment leur coût, le manque de compétences et de connaissances concernant les risques cybernétiques de leur entreprise, ainsi que la fuite des cerveaux, car les employés ayant des compétences en cybersécurité peuvent obtenir une meilleure rémunération ailleurs. Les mesures prises par le gouvernement britannique pour protéger la cybersécurité des MPME comprennent l'élaboration d'une stratégie nationale de cybersécurité 2016-2021, la création de conseils de cybersécurité propres aux MPME et la création d'un programme de certification Cyber Essentials. Les entreprises qui s'inscrivent à Cyber Essentials peuvent être évaluées afin de détecter leurs failles en ma-



Australia's E-Commerce experience

Goods and Service Tax (GST) on low value imported goods

techUK
FOR WHAT COMES NEXT



tière de sécurité et de se faire recommander des mesures pour améliorer leur sécurité numérique.

Société Financière Internationale (SFI)

La SFI a donné une présentation au Groupe de travail des MPME sur le financement de la chaîne d'approvisionnement (SCF), son importance pour les MPME, et le rôle des entités publiques et des associations professionnelles dans sa promotion. Le SCF permet aux petits fournisseurs ou acheteurs d'accéder à du financement sur la base de la réputation d'une entreprise d'attache plus importante et des contrats qu'elle a conclus avec l'entreprise fournisseuse ou acheteuse. Pour fonctionner de manière optimale, le SCF nécessite une visibilité de l'ensemble du flux commercial sous-jacent, ce que les nouvelles technologies numériques rendent de plus en plus possible. Les institutions publiques et les associations professionnelles ont un rôle important à jouer pour faire connaître le SCF en tant qu'outil de financement pour les MPME et pour promouvoir un cadre juridique et réglementaire approprié. Les gouvernements doivent également soutenir l'infrastructure numérique et la capacité technologique afin de mettre en place des programmes de SCF et d'accroître l'intérêt des banques locales pour le SCF des MPME, éventuellement par le biais de la prise en charge des risques. Mme Sorokina a présenté un certain nombre d'approches spécifiques que les gouvernements peuvent adopter pour soutenir le SCF, allant d'une "approche permettant d'établir un cadre en matière de prestation" qui établit un environnement réglementaire approprié pour le SCF à une "approche de financement" où les institutions publiques peuvent directement financer la chaîne d'approvisionnement à des taux préférentiels. En fin de compte, il n'y a pas de solution universelle en matière de SCF, mais il peut être un puissant moyen de faire participer les MPME au commerce.

dLocal

dLocal, une société uruguayenne de solutions de paiement électronique, a dressé un tableau de la situation actuelle du commerce et des paiements électroniques. Actuellement, il y a beaucoup d'innovation et de changement dans ce domaine et aucun processus n'est sorti du lot. Ce qui est clair, c'est que le commerce électronique est entravé par un certain nombre de frictions réglementaires, tant au niveau du mouvement des marchandises que des paiements. Les gouvernements doivent à la fois protéger les petits innovateurs en matière de paiement électronique qui pourraient être en mesure d'apporter de nouvelles solutions sur le marché, et faciliter l'intégration et l'interopérabilité de ces nouvelles technologies pour les transactions transfrontières.

3. BILAN DE L'AIDE POUR LE COMMERCE (23-25 MARS 2021)

Plusieurs séances relatives aux MPME ont été organisées lors du bilan semestriel de l'Aide pour le commerce du 23-25 mars 2021. On trouvera ci-après un résumé des trois webinaires les plus pertinents sur la manière dont l'Aide pour le commerce a mobilisé les ressources liées au commerce des MPME pendant la pandémie de COVID-19.

Un résumé complet sera disponible dans le document WT/COMTD/AFT/W/86

Séance 12: Aide pour le commerce liée à la COVID-19 en faveur des MPME

Organisée par l'Uruguay en sa qualité de coordinateur du Groupe de travail informel de l'OMC sur les MPME, la séance s'est concentrée sur les initiatives prises par les organisations internationales au cours de la dernière année de la pandémie de COVID-19 pour aider les MPME à trouver leur place sur le marché international. Les exposés étaient présentés par le Centre du commerce international; la Banque européenne pour la reconstruction et le développement; l'Organisation de coopération et de développement économiques; la Banque mondiale; et la mission du Royaume-Uni auprès de l'OMC.

Dans le cadre des efforts déployés par les organisations internationales pour soutenir la reprise et la résilience des MPME face aux chocs futurs, les efforts visant à soutenir le commerce des MPME resteront un élément crucial. Pour se préparer à de futures crises, il a été noté que des efforts comme ceux du Groupe de travail informel de l'OMC sur les MPME allaient exactement dans la bonne direction.

Les MPME ont été sévèrement touchées par les répercussions économiques de la pandémie, plus que les grandes entreprises. Cependant, cette séance a révélé que les entreprises qui exportaient et qui étaient capables de se réorienter vers le numérique avaient relativement moins souffert. Dans le cadre des efforts déployés par les organisations internationales pour soutenir la reprise et la résilience des MPME face aux chocs futurs, les efforts visant à soutenir le commerce des MPME resteront un élément crucial. Pour se préparer à de futures crises, il a été noté que des efforts comme ceux du Groupe de travail informel de l'OMC sur les MPME allaient exactement dans la bonne direction. Une communication accrue entre les organisations multilatérales ainsi que la numérisation et l'accès à l'information ont également été soulignés comme étant essentiels pour soutenir le commerce des MPME.

Séance 21: Le rôle des MPME pour promouvoir la reprise économique dans le monde de l'après-COVID-19: une approche de la facilitation des échanges

Organisée par El Salvador, la séance a porté sur la manière dont la facilitation des échanges peut favoriser la reprise économique après la pandémie de COVID-19, notamment en soutenant les MPME. Les exposés comprenaient une discussion de la Ministre de l'économie d'El Salvador, Maria Luis Hayem, sur la façon dont le pays a facilité le commerce; une discussion de Low Yen Ling, Ministre d'État au Ministère du commerce et de l'industrie et au Ministère de la culture, de la communauté et de la jeunesse de la République de Singapour, sur la priorité accordée à la numérisation de l'économie singapourienne; une discussion de la Directrice de la Direction du commerce et de l'agriculture de l'OCDE, Marion Jansen, sur les raisons pour lesquelles il est important de soutenir les MPME et le rôle de la facilitation des échanges; et une discussion de Bill Gain, spécialiste mondial des produits pour la Facilitation des échanges et la gestion des frontières à la Banque mondiale, sur la manière

Covid-related MSME Aid for Trade
23 March 2021, 17:00-18:30 CET



Les mesures de facilitation des échanges peuvent également être adaptées aux besoins des MPME et il est important que les meilleures pratiques soient partagées afin de guider les pays sur les moyens de mettre en œuvre l'Accord dans leurs économies.

Trade Intelligence for an Inclusive Recovery

dont la pandémie a mis en évidence la nécessité de faciliter les échanges, en particulier pour les produits périssables.

Dans l'ensemble, il est ressorti de cette séance que davantage de technologies et d'infrastructures sont nécessaires pour faciliter le commerce des MPME, notamment en ce qui concerne l'automatisation des procédures. Les mesures de facilitation des échanges peuvent également être adaptées aux besoins des MPME et il est important que les meilleures pratiques soient partagées afin de guider les pays sur les moyens de mettre en œuvre l'Accord dans leurs économies. Pour une mise en œuvre complète et efficace de la facilitation des échanges, une approche nationale, régionale et mondiale est nécessaire. Enfin, la connectivité numérique est essentielle à tous les niveaux de l'économie et offre aux MPME de nombreuses possibilités de bénéficier de mesures de facilitation des échanges numérisées.

Séance 31: Information commerciale pour une reprise inclusive: Commerce mondial

Organisée par la Suisse, cette séance s'est penchée sur les outils et les stratégies disponibles pour s'assurer que les MPME ne soient pas laissées pour compte dans la reprise mondiale après les répercussions économiques de la pandémie de COVID-19. Parmi les intervenants figuraient Isabelle Durant, Secrétaire générale par intérim de la CNUCED; Pamela Coke-Hamilton, Directrice exécutive de l'ITC; John W.H. Denton, Secrétaire général de l'ICC; Eunice Huang, Responsable de la politique commerciale chez

Pour sortir de la récession causée par la pandémie de COVID-19, le commerce doit rebondir, la mobilité doit être facilitée et l'accès aux capitaux assuré.

Google; Sandra Uwera, Directrice générale du Conseil des entreprises du COMESA; et Monica Rubiolo, Chef du secteur Promotion commerciale du SECO (Secrétariat d'État à l'économie de la Suisse).

Pour sortir de la récession causée par la pandémie de COVID-19, le commerce doit rebondir, la mobilité doit être facilitée et l'accès aux capitaux assuré. Les MPME ont également été touchées de manière disproportionnée par les restrictions commerciales et elles ont besoin de certitude pour assurer leur reprise ainsi que d'un accès à des informations fiables et à jour. Enfin, la pandémie de COVID-19 a montré à quel point l'économie mondiale est interconnectée. Pour que la reprise profite à ceux qui sont à la base de la pyramide, il faut se concentrer sur les MPME.

4. FORUM SUR LA CHAÎNE DE BLOCS

Le 30 mars 2021, un deuxième Forum mondial sur la chaîne de blocs s'est tenu à l'OMC pour examiner comment la nouvelle technologie des registres virtuels (DLT) peut renforcer les chaînes d'approvisionnement mondiales et soutenir la participation des MPME au commerce international. Parmi les intervenants figuraient des décideurs, des fonctionnaires chargés des questions commerciales et des représentants d'entreprises, et les exposés ont porté sur des sujets allant de la numérisation du commerce et du finan-



gement aux identités numériques. On trouvera ci-dessous un bref résumé des informations les plus pertinentes. Des enregistrements vidéo de l'événement complet sont disponibles ici.

“...l'amélioration des systèmes d'identité numérique est essentielle pour aider les MPME. L'établissement de l'identité des nouvelles entreprises clientes est un coût caché dans toutes les transactions qui peut prendre beaucoup de temps et de ressources, et il n'existe pas de norme internationale pour ce processus.”

L'un des avantages de la DLT abordé dans ce forum concernant les MPME est la manière dont elle peut fournir des moyens alternatifs d'évaluer la solvabilité des MPME et de leur faciliter l'accès au financement. Idowu Akinde, fondateur de Boolean Labs, a indiqué que de nouvelles approches comme celles proposées par AFEX, Pngme et Carmachain, entre autres, permettent d'examiner les antécédents de paiement d'une personne plutôt que les actifs et passifs traditionnels. Vinay Mendonca, Directeur général et responsable mondial des produits, propositions et solutions structurées de financement du commerce et des créances chez HSBC, a également fait remarquer que la numérisation des documents, en particulier des lettres de crédit, est importante pour accroître l'accessibilité au financement du commerce. La DLT peut favoriser cette transition et permettre aux banques d'obtenir plus facilement des informations en temps réel sur le crédit des MPME.

Les intervenants ont souligné la nécessité d'établir un cadre juridique solide pour la numérisation du commerce et, ainsi, faciliter la participation des MPME au commerce international. La transposition de la Loi type de la CNUDCI sur les documents transférables électroniques dans la législation nationale est essentielle pour la numérisation du commerce, ont fait observer les intervenants.

La DLT a également la capacité de créer des identités numériques mondiales de confiance pour les entreprises. Nadia Hewett, du Forum économique mondial, a souligné que l'amélioration des systèmes d'identité numérique est essentielle pour aider les MPME. L'établissement de l'identité des nouvelles entreprises clientes est un coût caché dans toutes les transactions qui peut prendre beaucoup de temps et de ressources, et il n'existe pas de norme internationale pour ce processus. Avec une identité numérique vérifiée et une signature numérique, les besoins en ressources peuvent être réduits et, avec une identité internationale type, ces informations sont transférables.

Lors du forum, un nouveau cours de formation en ligne sur la chaîne de blocs appliquée au commerce, élaboré conjointement par l'ITC et l'OMC, a été publié et il sera disponible via les plates-formes d'apprentissage en ligne de l'ITC et de l'OMC. Les étudiants apprendront à distinguer les caractéristiques et les fonctions de la cryptomonnaie, de la chaîne de blocs, de la DLT ainsi que d'autres technologies parallèles. Outre une compréhension pratique pour les participants techniques et non techniques, le cours abordera également l'aspect de la mise en œuvre de la DLT et l'importance des normes, y compris le défi de l'évolutivité pour une large mise en œuvre internationale. Le cours en ligne sera disponible à tout moment pour l'auto-apprentissage par l'OMC ou proposé quelques fois par an par l'ITC avec un instructeur, à terminer en deux semaines. Le cours se compose de quatre modules, chacun nécessitant 4 à 6 heures d'étude.

MLETR:

Cette loi prévoit un cadre international pour harmoniser les législations nationales et permettre l'usage juridique de titres de propriété électroniques, tels que les connaissances, à la fois au niveau national et au-delà des frontières.



5. RAPPORT D'ENQUÊTE SUR LA RÉSILIENCE DE LA CHAÎNE D'APPROVISIONNEMENT MONDIALE DE L'APEC

En août 2020, après le choc économique de la première crise liée à la COVID-19 avec ses fermetures et ses restrictions de voyage depuis le début de 2020, l'Alliance mondiale des professionnels du commerce (GTPA), avec l'appui du gouvernement australien et au nom de la Coopération économique Asie-Pacifique, a lancé une enquête auprès des entreprises pour évaluer les effets de la crise sur les chaînes d'approvisionnement. Les participants à l'enquête comprenaient les grandes entreprises, les PME ainsi que les organisations professionnelles et les organismes gouvernementaux. Le rapport sommaire est disponible [ici](#).

Concernant les moyens par lesquels les gouvernements pourraient mieux soutenir les MPME, les répondants ont indiqué que la simplification des réglementations commerciales et la réduction des obstacles au commerce étaient particulièrement importantes. En fait, un tiers des MPME ayant participé à l'enquête ont fait observer que leur principal défi pour faire des affaires dans les chaînes d'approvisionnement mondiales était de composer avec les organismes gouvernementaux et les règlements.

Un certain nombre de conclusions importantes ont été formulées concernant la résilience des MPME et leur participation aux chaînes de valeur mondiales. Alors que les questions de paiement étaient considérées comme le principal problème avant la pandémie, des problèmes plus fondamentaux concernant la baisse de la demande et l'insolvabilité des clients ont été signalés après le début de la pandémie. La plupart des MPME ayant participé à l'enquête étaient liées à au moins une grande entreprise, en plus d'avoir d'autres transactions avec des entreprises plus petites, mais seulement la moitié d'entre elles possédaient des certifications ou des normes reconnues en matière de gestion de la chaîne d'approvisionnement. Malgré les perturbations aux frontières engendrées par la pandémie et les difficultés d'approvisionnement en intrants créées par les fermetures temporaires d'entreprises, la plupart des MPME ont répondu qu'elles ne prévoyaient pas de modifier leurs chaînes d'approvisionnement à la suite de la pandémie de COVID-19. Cependant, les diverses perturbations causées par la pandémie ont révélé d'éventuelles faiblesses de la chaîne d'approvisionnement et les MPME interrogées ont indiqué qu'elles cherchaient à diversifier leurs sources d'approvisionnement, notamment en délocalisant leur production. Pourtant, très peu de MPME ont indiqué qu'elles avaient une planification stratégique à long terme pour faire face aux "nouvelles conditions normales" qui pourraient apparaître en raison de la pandémie.

L'urgence de passer au numérique a également été soulignée et il a été recommandé que les gouvernements ne se contentent pas de soutenir la formation sur le commerce transfrontières en général, mais qu'ils aident également les MPME à tirer parti du commerce électronique pour accroître leurs capacités. La cybersécurité a été soulignée comme la considération politique la plus importante pour les MPME à l'avenir. Des formations en ligne sur la gestion des crises et la reprise des activités ont également été suggérées comme des moyens importants pour les gouvernements de soutenir les MPME.

Concernant les moyens par lesquels les gouvernements pourraient mieux soutenir les MPME, les répondants ont indiqué que la simplification des réglementations commerciales et la réduction des obstacles au commerce étaient particulièrement importantes. En fait, un tiers des MPME ayant participé à l'enquête ont fait observer que leur principal défi pour faire des affaires dans les chaînes d'approvisionnement mondiales était de composer avec les organismes gouvernementaux et les règlements.

L'urgence de passer au numérique a également été soulignée et il a été recommandé que les gouvernements ne se contentent pas de soutenir la formation sur le commerce transfrontières en général, mais qu'ils aident également les MPME à tirer parti du commerce électronique pour accroître leurs capacités. La cybersécurité a été soulignée comme la considération politique la plus importante pour les MPME à l'avenir. Des formations en ligne sur la gestion des crises et la reprise des activités ont également été suggérées comme des moyens importants pour les gouvernements de soutenir les MPME.

Dans l'ensemble, le rapport décrit la fragilité de la résilience des MPME face à une perturbation mondiale. Même quand tout va bien, les MPME ont tout à gagner de l'adoption de normes communes, de l'accès à l'information, de la facilitation des échanges et du renforcement des capacités (notamment en ce qui concerne les technologies numériques), autant d'éléments qui ont été mis en évidence lors de l'apparition de la pandémie de COVID-19.

6. ENTREVUE AVEC LISA MCCAULEY, DIRECTRICE EXÉCUTIVE, ALLIANCE MONDIALE DES PROFESSIONNELS DU COMMERCE (GTPA)

1. En quelques mots, sur quoi la GTPA s'est-elle concentrée récemment?

La GTPA s'est concentrée sur une étude mondiale, intitulée "Building Resilient Supply Chains 2020: Survey and Analysis", qui vise à cerner et à analyser la nature et l'étendue de cette transformation rapide des CVM dans la région de l'APEC, en mettant particulièrement l'accent sur la résilience des entreprises, la participation des PME, les PME détenues ou dirigées par des femmes et la préparation au numérique. L'enquête a été menée entre le 25 juillet et le 30 novembre 2020. Au total, 1 511 réponses ont été reçues et elles seront publiées dans les prochaines semaines.

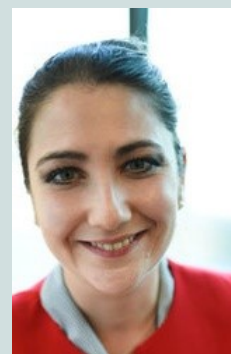
2. Comment la pandémie de COVID-19 a-t-elle modifié les transactions commerciales sur les marchés mondiaux?

Aujourd'hui, plus de deux tiers du commerce mondial s'effectue dans le cadre des CVM. L'économie mondiale étant confrontée à de multiples perturbations, dont une croissance économique lente, le changement climatique et, plus récemment, la pandémie de COVID-19, les CVM se transforment rapidement, plus encore aujourd'hui qu'au début de 2020. Si les décennies passées ont favorisé l'expansion et l'élargissement des CVM, plus récemment, certaines d'entre elles se sont également raccourcies et se localisent davantage, une tendance qui devrait s'accroître dans les années à venir, à mesure que les multinationales et les PME reconfigureront leurs activités en raison de la pandémie et de l'adoption rapide des technologies numériques.

3. Quels conseils donneriez-vous aux décideurs nationaux qui souhaitent soutenir la résilience des MPME et leur participation au commerce international?

Les perturbations causées par la pandémie de Covid-19 ont créé de nombreux défis dans le commerce mondial et les chaînes d'approvisionnement mondiales. Une récente enquête sur les chaînes d'approvisionnement mondiales a permis de mieux comprendre les besoins des entreprises, de l'industrie et du gouvernement.

Téléchargez le [rapport ici](#)



Lisa McAuley est PDG de l'Alliance mondiale des professionnels du commerce (GTPA) et elle s'emploie depuis plus de 15 ans à aider directement les MPME à étendre leurs activités au niveau mondial. Elle a dirigé l'élaboration de nouvelles normes mondiales inédites visant à faciliter le commerce international, ainsi que l'élaboration de solutions en ligne novatrices permettant de renforcer les capacités des MPME à faire du commerce à l'international.

Tant dans des conditions normales que dans des circonstances exceptionnelles, il est crucial, d'un point de vue politique et commercial, de comprendre le fonctionnement et la transformation des chaînes d'approvisionnement mondiales, ainsi que les défis et les possibilités qu'elles présentent pour les grandes et les petites entreprises. Pour aller de l'avant, il serait important de faire en sorte que certaines des recommandations issues de la recherche soient mises en œuvre pour soutenir les MPME. Le déploiement d'initiatives de renforcement des capacités et de solutions concrètes aura l'impact le plus durable à long terme pour le milieu des affaires.

4. Si vous deviez citer un exemple de programme ou d'initiative réussis pour soutenir la participation des MPME au commerce international pendant la pandémie, quel serait-il?

Les diverses initiatives de financement des entreprises mises en place par les gouvernements pour aider les entreprises à survivre.

5. Selon vous, comment le Groupe de travail informel de l'OMC sur les MPME peut-il aider au mieux les entreprises à accéder aux marchés internationaux dans le contexte économique de la pandémie de COVID-19?

Aider les PME à s'intégrer dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et favoriser l'accès aux informations concernant les possibilités commerciales et les prescriptions réglementaires par le biais de services d'assistance, d'ateliers intensifs, d'introductions directes entre pairs et d'accès aux ressources, afin de poursuivre les travaux déjà entrepris par le Groupe de travail. Poursuivre et renouveler les efforts visant à faciliter les échanges, établir des liens entre les entreprises et des possibilités commerciales qui pourraient se présenter sur le marché international et réduire les obstacles au commerce, y compris en participant aux travaux respectifs de l'OMC.

7. LES VOIX DES MPME

Le Groupe de travail informel de l'OMC sur les MPME estime qu'une interaction directe avec les MPME enrichira les discussions et l'aidera à identifier les questions qui méritent d'être examinées à l'OMC. À cette fin, nous menons des entretiens avec des experts des MPME ou des Groupes ayant participé à nos réunions et ateliers.

N'hésitez pas à nous [contacter](#) si vous souhaitez prendre part à l'un de nos entretiens.

JOSEFINA URZAIZ, COFONDATRICE, CIELO HAMMOCKS

Quelques mots sur vous et sur l'intérêt que vous portez à la cause des MPME

Je suis une femme entrepreneur qui œuvre dans le domaine social, copropriétaire d'une petite entreprise. Je suis très intéressée par les politiques, transferts de fonds, réglementations commerciales internationales, droits

de douane, etc. qui pourraient avoir une incidence sur notre activité principalement exportatrice (80% du chiffre d'affaires total). Nos principales parties prenantes sont notre réseau d'artisans, qui proviennent pour la plupart de communautés à faibles revenus. Ainsi, maintenir notre entreprise à flot n'est pas seulement une bonne affaire, c'est aussi pour nous un moyen de soutenir les moyens de subsistance de plus de 35 villages.

Comment la pandémie de COVID-19 a-t-elle changé vos transactions avec les marchés mondiaux?

La pandémie de COVID-19 s'est principalement répercutée de deux façons sur nos activités. 1) Notre chaîne d'approvisionnement a été perturbée en raison de notre incapacité à accéder à nos artisans et à nous procurer des matières premières. Et surtout, 2) nos ventes ont été perturbées par la fermeture des détaillants et par les retards dans les services de transport. Par conséquent, il nous a fallu trouver de nouvelles voies pour continuer à faire des affaires. Nous avons ouvert de nouveaux canaux de distribution numériques et modifié notre rapport de la vente en gros à la vente au détail numérique. Nous sommes devenus créatifs et nous nous sommes adaptés à notre nouvelle réalité commerciale.

Quels sont les deux ou trois conseils que vous donneriez aux MPME qui souhaitent accéder aux marchés mondiaux à l'heure actuelle?

Je dirais qu'il n'a jamais été aussi facile d'accéder aux marchés mondiaux. La technologie a démocratisé l'accès aux marchés. Entre les réseaux sociaux, les ventes directes, que ce soit sur des plates-formes en ligne exclusives ou sur des places de marché, l'accès est ouvert à quiconque souhaite vendre un produit, un service ou une idée. À toutes les MPME en herbe, je dis toujours: ne limitez pas votre vision à l'endroit où vous pouvez vendre. Le monde entier est votre marché.

Quels conseils donneriez-vous aux décideurs nationaux qui souhaitent soutenir la résilience des MPME et leur participation au commerce international?

Nous sommes en activité depuis plus de 10 ans. Malheureusement, les formalités administratives et les coûts d'exportation, au lieu de se simplifier et de diminuer, sont allés dans la direction exactement opposée.

Le transfert international de fonds, malgré les applications de transfert d'argent et les progrès technologiques, ne s'est pas non plus traduit par une baisse des frais bancaires et une acceptation plus facile des paiements ou des transferts de nos clients dans le monde entier.

En Mexique il existe des droits fixes pour les documents notariés de base qui, à moins que vous ne vendiez des produits ou des services à prix élevé, deviennent presque prohibitifs pour les exportations. Par exemple, au Mexique, la licence d'exportation pour les États-Unis coûte 74 dollars EU et 92 dollars



Josefina Urzaiz a grandi au Mexique et elle cumule plus de 18 années d'expérience dans les secteurs de la finance, de l'entrepreneuriat et de la philanthropie. Elle a commencé sa carrière dans le secteur financier en travaillant à la banque d'investissement JPMorgan et elle détient une maîtrise de la School of Foreign Service de l'Université de Georgetown ainsi qu'une licence de l'Université Anahuac Mayab.



À propos de Cielo Hammocks

(www.cielohammocks.com)

Nous sommes une entreprise à caractère social et nous travaillons avec un réseau d'environ 900 artisans qui tissent des hamacs à la main. Nous exportons dans plus de 110 pays, vers des clients grossistes et des détaillants. Notre travail a une incidence directe sur des milliers de personnes à faibles revenus. Nous sommes membres de la Fédération du commerce équitable et certifiés B Corp.

pour le reste du monde. Si mon produit se vend 200 dollars, il n'est pas logique, financièrement, de payer près de 50% en formalités administratives.

En raison de la pandémie, nous connaissons des augmentations annuelles du CMV plus élevées que jamais. Des matières premières aux frais d'expédition, l'année 2021 s'est traduite jusqu'à présent par une augmentation globale de 15% du coût pur de nos marchandises.

Enfin, les campagnes politiques nationalistes des pays du monde entier constituent une menace pour les marchés internationaux et les échanges internationaux de marchandises et de services. Nous devrions être en train de signer de nouveaux accords commerciaux ou d'éliminer les frontières, mais il semble parfois que ce soit le contraire qui se produise.

Si vous deviez citer un exemple de programme ou d'initiative réussis pour soutenir la participation des MPME au commerce international pendant la pandémie, quel serait-il?

Au plus fort de la pandémie, en raison de la fermeture des bureaux gouvernementaux, le Mexique a supprimé l'exigence d'une copie en papier du certificat d'origine pour certains marchés. Au lieu de cela, depuis l'année dernière, par exemple, pour exporter vers l'Union européenne et le Japon, il suffit d'aller en ligne, d'imprimer et de signer le certificat d'origine EUR1 sur lequel se trouvent notre signature, notre numéro d'exportateur enregistré et une simple légende indiquant que les produits ont été fabriqués au Mexique.

Selon vous, comment le Groupe de travail informel de l'OMC sur les MPME peut-il aider les entreprises à accéder aux marchés internationaux?

Je pense que le plus grand défi pour toutes les petites entreprises qui s'engagent dans le commerce international se résume aux formalités juridiques/administratives et au transfert de fonds. Pour aider à mieux comprendre ce qui est imposé ou en franchise de droits, les droits élevés des services de douane, etc., on pourrait envisager d'instaurer un plafond pour les entreprises dont le chiffre d'affaires est inférieur à 5 millions de dollars afin de leur permettre d'éviter certains de ces frais gouvernementaux d'exportation élevés, ce qui simplifierait le processus administratif en exigeant des formulaires en ligne accessibles et téléchargeables par tous, et réduirait les formalités administratives requises pour exporter.

JAKE COLVIN, DIRECTEUR EXÉCUTIF DU GLOBAL INNOVATION FORUM

Quelques mots sur vous et sur l'intérêt que vous portez à la cause des MPME

Au cours de la dernière décennie, j'ai eu le privilège de travailler avec des MPME pour mettre en avant les possibilités et les défis qui les attendent à

l'échelle mondiale et pour renforcer la capacité des gouvernements à les aider. De nombreuses micro et petites entreprises ne savent pas ce qu'elles ne savent pas, et il est gratifiant de proposer des formations et des connexions qui peuvent aider à combler ces lacunes en matière de connaissances sur les outils numériques et les marchés mondiaux.

Comment la pandémie de COVID-19 a-t-elle changé vos transactions avec les marchés mondiaux?

L'adaptation de nos ateliers a été un défi, car les réunions en personne dans des lieux comme l'OMC et la CNUCED sont importantes pour développer la confiance. Mais nous avons développé notre réseau de manière exponentielle en passant au numérique et nos ateliers accueillent désormais des fonctionnaires qui sont en poste dans les capitales du monde entier.

Plus généralement, la pandémie m'a fait comprendre à quel point toutes les petites entreprises – même les entreprises fondamentalement locales comme les restaurants et les boutiques familiales – utilisent des outils numériques d'application mondiale pour gérer leurs affaires.

Quels sont les deux ou trois conseils que vous donneriez aux MPME qui souhaitent accéder aux marchés mondiaux à l'heure actuelle?

Tout d'abord, trouver des occasions d'apprendre auprès de pairs qui ont emprunté des chemins similaires. Des groupes comme Vital Voices et Endeavor mettent en avant des entrepreneurs extraordinaires et peuvent offrir des occasions d'apprendre.

Deuxièmement, exploiter les plates-formes technologiques. Nous nous sommes servis de Wordpress pour créer un site Web, de Canva pour les outils de conception, de Google Workspace et de Dropbox pour la productivité, de PayPal pour les paiements internationaux, ainsi que de Facebook et de LinkedIn pour créer des communautés mondiales, pour ne citer que quelques outils.

Troisièmement, tirer parti des programmes gouvernementaux de promotion des échanges et des ambassades à l'étranger pour obtenir des conseils.

Quels conseils donneriez-vous aux décideurs nationaux qui souhaitent soutenir la résilience des MPME et leur participation au commerce international?

Les décideurs doivent veiller à ce que les petites entreprises puissent accéder aux outils de productivité, de réseaux sociaux, de paiement et de logistique mondiaux qui leur permettent de réussir au niveau local et à l'échelle internationale. Il est essentiel d'accélérer la mise en œuvre des engagements en faveur de la facilitation des échanges et de garantir l'accès au marché des services et des règles non discriminatoires pour le commerce numérique.

Les gouvernements doivent également redoubler d'efforts pour maximiser la capacité des entreprises détenues par des femmes et des minorités à tirer par-



Jake Colvin est Directeur exécutif du Global Innovation Forum, où il travaille avec un réseau mondial de petites entreprises et de fonctionnaires d'État. Il est également Vice-président de Global Trade and Innovation au National Foreign Trade Council, où il dirige la concertation avec l'OMC et l'APEC.

À propos du Global Innovation Forum

Le Global Innovation Forum fait appel à un réseau mondial de petites entreprises, d'organismes à but non lucratif, de sociétés et de gouvernements pour étudier le rôle des politiques et des programmes technologiques et commerciaux dans la promotion de la résilience et de la croissance inclusive.

«Les MPME sont fondamentales pour nos économies - un gagnant-gagnant pour tout le monde - et l'emploi, et nous travaillons pour développer le potentiel des MPME dans le commerce international» - S.E. M. José Luis Cancela de l'Uruguay, Coordinateur du Groupe

ti du commerce, par exemple en développant des initiatives visant à élargir l'accès aux capitaux, à la mise en réseau et aux partenariats public-privé entre pays partageant les mêmes idées.

Si vous deviez citer un exemple de programme ou d'initiative réussis pour soutenir la participation des MPME au commerce international pendant la pandémie, quel serait-il?

J'ai eu la chance de participer à la mise en place de [Startup Global](#), un partenariat entre le Global Innovation Forum et le Département du commerce des États-Unis qui vise à améliorer les compétences numériques des entrepreneurs désireux de se lancer sur la scène internationale. Nous avons récemment organisé un programme spécifiquement axé sur les possibilités et les défis qui attendent les femmes entrepreneurs qui ont des visées mondiales.

Nous avons étudié la manière d'utiliser les meilleures pratiques de notre initiative Startup Global, axée sur les États-Unis, afin d'établir des cadres multinationaux pour la formation aux compétences numériques et le développement de la main-d'œuvre.

Selon vous, comment le Groupe de travail informel de l'OMC sur les MPME peut-il aider les entreprises à accéder aux marchés internationaux?

Le Groupe de travail de l'OMC sur les MPME semble particulièrement bien se prêter au partage des meilleures pratiques et, éventuellement, à la mise en place d'un dispositif destiné à favoriser la mise en réseau et le partage d'informations entre les petites entreprises et les fonctionnaires d'État.

Le Groupe de travail sur les MPME pourrait-il servir de canal pour partager les meilleures pratiques en matière de programmes de promotion des échanges et mettre en relation les communautés nationales de petites entreprises?

POURQUOI UN GROUPE DE TRAVAIL INFORMEL POUR LES MPME?

Le Groupe de travail informel sur les MPME est une coalition de 91 Membres de l'OMC à différents stades de développement et de toutes les régions du monde qui ont en commun l'ambition d'améliorer l'accès aux marchés mondiaux pour les micro, petites et moyennes entreprises (MPME). Aujourd'hui, 95% des entreprises dans le monde sont des MPME. Bien qu'elles représentent 60% de l'emploi total dans le monde et entre 80 et 99% des entreprises immatriculées dans chaque pays, elles restent sous-représentées et se heurtent à un grand nombre d'obstacles lorsqu'elles veulent s'insérer dans le commerce international. Or lorsque les MPME réussissent à accéder aux marchés internationaux, elles peuvent alors jouer un rôle de catalyseur et permettre ainsi une

meilleure répartition des retombées du commerce entre toutes les sections de l'économie. Le Groupe de travail informel sur les MPME entend agir pour que le système multilatéral produise ces retombées économiques grâce à une intégration plus poussée des MPME dans le commerce mondial.

Le Groupe de travail informel sur les MPME a été institué par une déclaration conjointe adoptée à la faveur de la Conférence ministérielle de Buenos Aires en 2017. Cette déclaration trouve son origine dans une proposition de 2015 des Philippines présentant les MPME comme un secteur dynamique, et suggérant que "le Conseil général examine l'arrangement le plus approprié pour faciliter les discussions". En juillet 2016, le Brunéi Darussalam, la Malaisie, les Philippines, la RDP lao, Singapour et la Thaïlande ont rendu compte d'un atelier tenu en juin sur le thème "Accroître la participation des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) au commerce international" qui visait à faire mieux connaître le rôle des MPME dans le commerce international. En mai 2017, au Conseil général, un groupe de 47 Membres (en comptant les Membres de l'UE à titre individuel) a lancé un dialogue informel sur les MPME présidé par S.E. M. l'Ambassadeur Héctor Casanueva (Chili). En juin 2017, l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay ont présenté une proposition visant à élaborer un programme de travail qui couvrirait des domaines tels que l'information et la transparence, la facilitation des échanges, le commerce électronique et le financement du commerce. Plusieurs ateliers, dont un sur les expériences régionales et nationales, se sont tenus en octobre 2017 dans la perspective de la onzième Conférence ministérielle afin de faire prendre conscience aux Membres de l'utilité d'un forum spécifique où débattre de la question des MPME à l'OMC. Un projet de déclaration ministérielle a été distribué avant la onzième Conférence ministérielle (veuillez [cliquer ici](#)).

LE GROUPE DE TRAVAIL INFORMEL SUR LES MPME, POUR QUOI FAIRE?

Dans leur Déclaration conjointe de 2017 portant établissement du Groupe de travail informel, les Membres se sont engagés à examiner et à identifier des "solutions horizontales et non discriminatoires" pour améliorer la participation des MPME au commerce international. Le Groupe de travail informel cherche à élaborer des solutions qui s'appliqueraient à toutes les entreprises mais qui pourraient être particulièrement avantageuses pour les MPME, tout en tenant compte des besoins propres aux pays en développement.

Coordonnateur général: S.E. M. l'Ambassadeur José Luis Cancela (Uruguay) (depuis janvier 2018).



Groupe de Travail
Informel de l'OMC

Composition du Groupe de travail informel:

Afghanistan; Albanie; Antigua et Barbuda; Arabie saoudite; Argentine; Arménie; Australie; Belize; Brésil; Brunéi Darussalam; Canada; Chili; Chine; Colombie; Costa Rica; Côte d'Ivoire; Dominique; El Salvador; Équateur; Fédération de Russie; Grenade; Guatemala; Guyana; Honduras; Hong Kong, Chine; Islande; Israël; Japon; Kazakhstan; Kenya; Liechtenstein; Macédoine du Nord; Malaisie; Mexique; Mongolie; Monténégro; Myanmar; Nicaragua; Nigéria; Norvège; Nouvelle-Zélande; Pakistan; Paraguay; Pérou; Philippines; Qatar, RDP lao; République de Corée; République de Moldova; République dominicaine; République kirghize; Royaume de Bahreïn; Royaume Uni; Saint Kitts et Nevis; Saint Vincent et les Grenadines; Sainte Lucie; Singapour; Suisse; Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; Turquie; Ukraine; Union européenne; Uruguay; et Viet Nam.